

PARIS : Panama Papers – Virginie ROZIERE, membre de la commission d'enquête du Parlement européen

Written by La rédaction. Posted in INFOS NATIONALES



PARIS : Virginie Rozière a été nommée membre suppléante de la commission d'enquête parlementaire sur les Panama Papers, chargée de faire la lumière sur les pratiques d'évasion fiscale révélées par le consortium de journalistes ICIJ.

PRESSE

AGENCE .fr

la lettre économique

La création de cette commission d'enquête est une demande forte du groupe socialiste et démocrate, que le Parlement européen a approuvée le 8 juin dernier.

Dotée d'un mandat large, la commission d'enquête poursuivra le travail déjà entrepris par le Parlement européen au sein des commissions spéciales TAXE I et II. Face aux pratiques d'évasion fiscale organisées à l'échelle mondiale, il s'agira de comprendre où se situent les failles dans l'application du droit européen. La Commission d'enquête disposera d'un an pour identifier et élucider les mécanismes de ce vaste trafic. Elle se penchera sur la coopération entre administrations, le blanchiment d'argent ou encore les relations avec les pays tiers. Pour ce faire, elle aura la capacité d'exiger des États-membres et des institutions tout document nécessaire à la poursuite de son enquête.

« Le combat pour la justice fiscale est un combat que je mène depuis le début de mon mandat européen » a déclaré Virginie Rozière. « La succession des scandales SwissLeaks, LuxLeaks et désormais les Panama Papers a démontré l'urgence d'une réaction forte de l'Union européenne. Les pratiques intolérables mises à jour, qui fragilisent nos systèmes fiscaux et scandalisent les citoyens soumis aux politiques d'austérité, doivent cesser. Il revient naturellement au Parlement européen, élu démocratiquement, de faire la lumière sur les manquements et contournements de la législation et d'exiger transparence et sanctions. L'enquête sera menée dans un souci d'impartialité et d'exhaustivité afin d'identifier non seulement les responsables mais également les solutions à mettre en œuvre. La transparence et la fin des paradis fiscaux sont notre priorité ! »

« Je n'oublie pas que ces révélations ont encore une fois été permises par l'action de lanceurs d'alerte. La mise en place de cette commission d'enquête nous rappelle qu'il est primordial de mieux protéger ces citoyens qui agissent pour l'intérêt général et le bien commun », a-t-elle ajouté.